

Extrême droite : Le grand brouillage

Laurent D'Altoe ■ Décembre 2016

Partout en Europe, l'extrême droite engrange des résultats électoraux importants. A tel point que la perspective d'une Marine Le Pen, présidente de la France, en 2017 n'est plus de l'ordre du mirage.

Désormais, bon nombre de ces formations jouent la carte de la « respectabilité », adoptent un discours lissé... Ce qui contribue à la confusion des idées politiques. Mais sur le fond, rien ne change...

Si on tente une typologie simplifiée de l'extrême droite européenne aujourd'hui, on peut distinguer :

- les partis restés attachés idéologiquement aux fascismes des années 30 et 40 (Aube Dorée en Grèce, Jobbik en Hongrie,...) ;
- les formations qui sont issues de ce giron « classique » mais qui, pour des raisons d'opportunisme électoral, ont décidé de lisser leur discours en le débarrassant superficiellement des éléments les plus gênants (FN français par exemple) ;
- les nouveaux partis qui refusent l'étiquette extrême droite mais qui reprennent en tout ou en partie les thèmes classiques de cette dernière (anti-immigration, obsession sécuritaire,...). Parmi eux, on peut citer l'UKIP en Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, une partie de l'extrême droite est en pleine mutation. Certaines formations jouent même la carte de la transformation totale en condamnant des propos trop « extrêmes », voire en changeant de nom. C'est, comme évoqué ci-dessus, le cas du FN de Marine Le Pen qui a même été jusqu'à exclure le fondateur du parti, son propre père, et qui utilise de moins en moins le nom « Front national ». La preuve avec le slogan et le logo réalisés pour la prochaine campagne présidentielle : une rose bleue « sans épines » affublée d'un « Marine présidente ».

L'objectif de cette « métamorphose » vers plus de respectabilité est double : d'une part, se rendre fréquentable vis-à-vis des autres formations politiques et, d'autre part, attirer un électorat qui, au départ, n'est pas issu de la mouvance extrémiste « historique », voire qui a jusqu'à présent rejeté ses idées.

A noter tout de même que d'autres formations se vantent d'appartenir à l'extrême droite : sur fond de crises, les discours se durcissent encore et l'étranger est montré du doigt comme la cause de tous les problèmes.

Toutes ces formations jouent également sur un rejet généralisé de « l'establishment », des partis, de droite ou de gauche, qui ont jusqu'alors gouverné sans apporter de solution pour sortir la population de la crise et de la précarité. Ce rejet séduit de plus en plus. Les électeurs votent alors pour l'extrême droite qui promet la rupture sans tenir compte du réel programme électoral proposé.

La respectabilité de l'extrême droite se renforce encore dans la mesure où des partis dits traditionnels courent après les voix de l'extrême droite. Pour cela, ils durcissent leurs discours sur des sujets tels que l'immigration en jouant sur l'islamophobie ambiante ou le sécuritaire sur fond de terrorisme. Manuel Valls, alors Premier ministre français (socialiste) déclarait lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes des attentats de janvier 2015: « *Pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser.* » Comme si le fait de vouloir comprendre constituait en soi une forme de complaisance à l'égard des terroristes.

La Belgique, surtout depuis les attentats de mars 2016, a également durci son discours sous l'influence à la fois de la peur du terrorisme et de la crainte d'un « envahissement » de notre pays par les réfugiés. Dans ce contexte, le rôle de la N-VA, présente au gouvernement notamment avec

le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, reste central (voir ci-après).

Enfin, on entend régulièrement, dans la presse ou dans les déclarations de politiques que certaines idées de l'extrême droite se retrouvent dans les discours d'autres mouvements situés à gauche de l'échiquier politique. Sous l'expression « les extrêmes s'attirent », on laisse entendre que les thèmes de l'extrême droite sont partagés par une gauche dite « radicale ». L'opposition aux politiques européennes actuelles, par exemple, est cultivée par un large spectre politique allant de la gauche radicale à l'extrême droite. Mais à y regarder de plus près, on se rend compte que derrière cette apparente « communauté d'intérêts » se cachent des projets de société radicalement différents. On peut être opposé à la ligne ultra-libérale de l'Europe, tout en voulant un autre projet (plus social, environnemental et équitable) pour cette dernière. L'extrême droite, de son côté, ne veut plus d'Europe du tout et prône un repli agressif sur le concept d'Etat-Nation ; avec tout ce que cela peut comporter de peur et d'exclusion de ce qui est différent.

On peut réaliser le même exercice avec la manipulation de concepts « de gauche » par l'extrême droite tels que les droits des femmes ou encore la laïcité... Mais l'unité de façade des partis « renouvelés » sur ces sujets se fissure assez rapidement. Marine Le Pen a dû récemment recadrer sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, au sujet de l'avortement¹. Chassez le naturel...

Dérives

Revenons sur le fait de classer (ou non) un parti à l'extrême droite, il est intéressant de se pencher sur le cas du Parti Populaire (PP) de M. Modrikamen. Ce dernier n'a jamais fait mystère d'une ligne de droite très dure. Cependant, la plupart des observateurs politiques belges refusaient jusqu'à présent d'y voir une formation d'extrême droite.

La donne semble avoir changé depuis la publication sur le net d'une vidéo du PP, début 2016 : « *"Si on se base sur le programme et sur les cadres, on ne peut pas dire que le PP est à l'extrême droite", explique M. Abramowicz. Mais la dernière vidéo (intitulée : "Belgique, l'heure du choix, le discours vérité de Modrikamen")² publiée, le 1er février 2016, par Mischaël Modrikamen sur le site Internet du Peuple (l'organe de propagande du parti sur Internet) laisse clairement penser que le président du parti, présenté par le passé comme un tenant de l'ultralibéralisme et une alternative au MR, a basculé à l'extrême droite : "Il est vrai que lorsqu'il s'agit de cataloguer un parti à l'extrême droite, on se base sur le programme. Mais si je ne vois rien d'autre et que je me base uniquement sur la vidéo, c'est clairement un discours d'extrême droite", argumente Jean Faniel. "C'est un discours d'extrême droite, annonce aussi Manuel Abramowicz. On peut constater qu'il faut attendre la sixième minute de la vidéo (Ndlr : qui en fait sept) pour qu'il parle d'autres choses que des migrants et de l'islam. Ce discours est bourré de généralisations et d'hyperboles, à savoir des exagérations, des amalgames et des mensonges. »³*

¹ Voir à ce sujet l'article <http://www.huffingtonpost.fr/2016/12/05/marion-marechal-le-pen-ivg-marine-le-pen/>

² Voir la vidéo sur le lien suivant : <http://lepeuple.be/belgique-lheure-du-choix-le-discours-verite-de-modrikamen/60112>

³ « Modrikamen (PP) a basculé à l'extrême droite », La Libre Belgique, 10/02/2016.

Enfin, toujours sur le terrain belge, on se souviendra aussi des récentes polémiques sur la N-VA. La formation nationaliste de Bart De Wever fit l'objet de l'attention des politologues de tout poil. Ces derniers n'arrivent cependant pas à trancher. Morceaux choisis.

- « Une partie de la structure de la N-VA est d'extrême droite, mais on ne peut pas dire la même chose d'une grande partie de son électorat qu'il ne faut pas culpabiliser. Jan Jambon et Théo Francken sont des pièces importantes dans la stratégie de pourrissement qui est celle de Bart De Wever. La situation actuelle est particulièrement compliquée pour le CD&V qui s'est trompé en s'engageant dans ce gouvernement. » Guido Fonteyn Journaliste.⁴
- La N-VA est un parti de centre droit qu'on ne peut pas comparer à de l'extrême droite. Il est ouvert sur le plan de l'identité culturelle et religieuse. Ses positions en matière de sécurité et d'immigration sont à droite, mais pas au-delà. Le parti sait qu'il ne peut pas basculer dans l'extrême car il risquerait alors de perdre son électorat de centre droit qui lui est indispensable pour réaliser ses objectifs. Carl Devos Politologue à l'université de Gand.⁵
- Certains observateurs avertis sont également susceptibles de revoir leurs positions en fonction d'éléments nouveaux, tel Dirk Jacobs, professeur de sociologie à l'ULB : « Erratum. J'ai souvent argumenté dans mes écrits académiques que la N-VA n'était pas un parti d'extrême droite. J'avais tort. Mes excuses. »⁶ Il expliquera ce revirement de la manière suivante : « Or, reprend le sociologue flamand de l'ULB, depuis quelque temps, il n'y a pas un jour sans dérapage de la part de la N-VA. L'élément de racisme s'était déjà retrouvé dans les propos très stigmatisants tenus par M. De Wever à l'égard des Berbères (une communauté qui s'intègre difficilement, disait-il, en mettant tout le monde dans le même sac).(…) Par ailleurs, quand on met en question le droit international, la Convention de Genève ou la loi contre les discriminations, il s'agit d'attaques en règle contre les droits fondamentaux et le principe d'Etat de droit en tant qu'élément clé de la démocratie. Il a dit que toute loi devait s'adapter au consensus et non pas le contraire. »⁷

Les idées et les actes...

On le voit, s'il n'existe pas d'unanimité au sujet de l'ancrage de la N-VA à l'extrême droite, le malaise quant aux derniers actes et déclarations de cette formation demeure palpable.

Très récemment, Bart De Wever, contestait une décision de justice qui obligeait Théo Francken, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, à octroyer un visa à une famille syrienne d'Alep. Une campagne en ce sens fut d'ailleurs lancée par la N-VA, dans la foulée : « Sur les réseaux sociaux, la campagne « #IkSteunTheo » est portée par des slogans lourds de sens : « Pas d'astreintes et pas de juges coupés des réalités. Pas de papiers belges pour chaque demandeur d'asile dans le monde ».

⁴ « La N-VA est-elle un parti d'extrême droite ? » La Libre Belgique, 15/10/2014.

⁵ Ibidem.

⁶ La N-VA d'extrême droite ? Les avis sont partagés », La Libre Belgique, 23/09/2015.

⁷ Ibidem.

Elle a été relayée massivement pas les mandataires N-VA, en commençant par son président Bart De Wever et par le Secrétaire d'Etat Theo Francken. »⁸

Il s'agit ici clairement d'une remise en cause de la Justice et de la séparation des pouvoirs en Belgique. Une attitude qui cadre assez mal avec le respect des institutions prôné dans le programme du parti.

La question n'est donc pas uniquement de placer, ou non, une formation à l'extrême droite, mais bien de voir quels sont les paroles et les actes qui en émanent. Se déclarer « démocrate », « ouvert » ou encore « respectueux des différences » n'a pas grande portée si les décisions politiques vont dans le sens inverse...

⁸ « La N-VA lance une campagne choc appelant les juges à 'ne pas ouvrir nos frontières' », Le Soir, 08/12/2016.